

Modernisation de l'exploitation et des travaux forestiers

Références PDR : mesure 8-6

PDR LORRAINE

(Départements Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges)

APPEL A PROJETS 2022-2023

FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures.

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir (page 6)**

Informations utiles pour le porteur de projet :

Où faire parvenir votre dossier de candidature ?	Région Grand Est Délégation aux Fonds Européens Pôle de Agroalimentaire et Forestier Place Gabriel Hocquard CS 81004 57036 METZ CEDEX 1
Personne à contacter pour toute information	Pour dpt 54, 55, 88 : Florence Berthod Tél. : 03.87.33.63.26 • florence.berthod@grandest.fr Pour dpt 57 : Julien Surin Tél. : 03.88.15.66.90 • julien.surin@grandest.fr

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Date de dépôt de la demande d'aide	_ _ / _ _ / _ _ _ _ _
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	_ _ / _ _ / _ _ _ _ _
N° administratif de dossier (Osiris)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET :

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

CIVILITE : *(le cas échéant)*

☐ Mademoiselle☐ Monsieur

STATUT JURIDIQUE :

exploitation individuelle, SARL, EURL, SA ou SAS, coopérative, autres (à préciser) ...

NOM de naissance du demandeur ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM d'usage du demandeur ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : *(le cas échéant)*

Pour les personnes morales :

NOM du représentant légal : |

Prénom du représentant légal |

NOM, Prénom du responsable du projet (si différent): |

Fonction du responsable du projet : |

COORDONNEES DU DEMANDEUR (personne physique ou morale)

Adresse:

permanente du demandeur

Code postal : | | | | |

Commune : _____

☎ : | | | | | | | | |

Téléphone portable : | | | | | | | |

N° de télécopie : | | | | | | | | | |

Mél : _____

CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE

➤ **Activité – objet social** (*cocher la case correspondante*)

☐ Exploitant forestier☐ Entreprise de travaux forestiers☐ Coopérative

➤ Effectif salarié en équivalent temps plein à la date de la demande : _____
(salariés *on non* à l'exclusion des étudiants et des apprentis en formation)

➤ Chiffre d'affaires : | | | | | | | | (dernier exercice comptable en milliers d'Euros)

| | | | | | | | (exercice précédent le dernier exercice en milliers d'Euros)

➤ Date de création de l'entreprise : | | | | |

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le DRAF connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide, ou bien joindre un RIB :

[illegible]

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : joindre obligatoirement un RIB.

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Localisation habituelle prévue du matériel :

☐ Identique à la localisation du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse prévue de localisation :

Code postal : | | | | |

Commune :

b) Nature et descriptif succinct du projet (*intitulé et présentation synthétique de l'opération, objectifs*) :

☐ Matériel neuf avec embauche CDI conducteur d'engin☐ Matériel neuf sans embauche☐ 1ère acquisition Matériel neuf

c) Calendrier prévisionnel de l'investissement (*attention, aucune commande ne doit intervenir avant la demande*)

➤ Date prévisionnelle de commencement du projet : | | / | | | | (mois, année)

➤ Date prévisionnelle de fin du projet : | | / | | | (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

Nature de l'investissement	Montant prévisionnel hors taxe en €	Devis joint	Fournisseur à l'origine du devis
	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	
	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	
	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	
	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ _ _ _ , _ _		

Présentation des devis : en fonction de l'**annexe 1 de l'AAP 2022-2023** "Grille de plafonnement des matériels", il vous faudra fournir 1, 2 ou 3 devis pour les matériels suivants :

- Porteur (avec ou sans tracks), machine combiné abattage façonnage (avec ou sans tracks), tracteur de débardage à treuil, ou à treuil et grue (avec ou sans tracks): 1 devis
- Autres matériels : 2 ou 3 devis selon le coût du matériel (2 devis si la dépense est comprise entre 5 000€ et 90 000€ et 3 devis si la dépense est supérieure à 90 000€).

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Le taux de l'aide publique est fixé à 40% de la dépense éligible.

L'aide publique totale peut être apportée :

- Soit par du FEADER Relance ; dans ce cas, l'aide est composée de 100% de FEADER ;
- Soit par du FEADER issu de la programmation 2014-2022 ; dans ce cas, l'apport des financeurs est composé d'une part publique nationale de 37% et d'une contrepartie Union européenne – FEADER de 63%.

Financement du projet	Montant HT en €
FEADER	,
Région	
Autre financeur public (préciser) _____	
Sous-total financeurs publics	,
Financeurs privés (préciser) _____	, ,
Sous-total financeurs privés	,
Montant de l'autofinancement	,
TOTAL HT général = coût du projet	,

Crédits bancaires sollicités :

- ☐ Emprunt bancaire . Montant :€
☐ Crédit-Bail : Montant :€

Nom et Adresse de la banque ou du Crédit-Bailleur :

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Cocher les cases nécessaires

☐ **Je demande** à bénéficier des aides à l'équipement des entreprises de mobilisation des produits forestiers

J'atteste sur l'honneur :

- ☐ n'avoir pas sollicité pour le même investissement, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- ☐ avoir pris connaissance des points de contrôle,
- ☐ l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ☐ être à jour de mes cotisations fiscales,
- ☐ être à jour de mes cotisations sociales,
- ☐ ne pas avoir passé commande du matériel concerné par ce dossier avant la date de la demande de subvention.

Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter de la date à laquelle intervient la décision attributive,
- à informer le Conseil Régional de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- à permettre l'accès à mon entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant cinq années et accepter les contrôles administratifs et sur place jugés nécessaires,
- à transmettre avant la demande de paiement du solde, le cas échéant, copie du contrat de travail à durée indéterminée du salarié embauché comme conducteur d'engins dans le cadre de l'opération et à maintenir cet emploi nouveau dans l'entreprise pendant au moins trois ans, à partir de la date du dernier paiement de la part FEADER de la dernière demande de paiement,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- si ce n'est pas déjà le cas avant la demande de subvention, à opter pour le régime simplifié d'imposition (si vous n'êtes pas au régime réel),
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage conforme à la demande, les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement final de l'aide. Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période d'engagement est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements,
- à rester propriétaire, ou titulaire du contrat de crédit-bail, et sauf cas de force majeure, des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de trois ans pour les PME,
- à respecter les règles de publicité. Celles-ci sont définies dans le kit de communication qui est téléchargeable en ligne sur le site internet de la Région Grand Est via le lien suivant : <http://www.grandest.fr/europe-grandest/>
- à ne pas solliciter pendant 5 ans de certificat phytosanitaire, à partir de la date du dernier paiement de la part FEADER de la dernière demande de paiement,
- à adhérer pendant 5 ans à compter de la date d'effet de la décision d'octroi à une démarche de certification de durabilité de la gestion forestière (exemples : PEFC, FSC,...) ou dans une démarche de qualité (exemple : Forêt Qualité, Quali-Travaux Forestiers, charte qualité régionale ou nationale).

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

Fait à _____

le _____

Nom, prénom qualité et signature du demandeur :

(avec cachet de l'entreprise)

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous	☐	
Pièce d'identité du représentant légal	Tous	☐	
Copie d'écran de la consultation base SIRENE	Tous	☐	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : Pour les matériels relevant du cas a (voir annexe 1 de l'AAP) : 1 devis Pour les matériels relevant du cas b (voir annexe 1 de l'AAP) : - dépenses comprises entre 5 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis - dépenses supérieures à 90 000 € HT : 3 devis	Tous	☐	
Relevé d'identité bancaire fourni par l'établissement bancaire	Tous	☐	
Exemplaire des statuts	Tous sauf Entreprises Individuelles	☐	☐
Extrait K-bis (moins de 6 mois)	Tous	☐	
Attestation de régularité vis-à-vis des obligations sociales	Tous	☐	
Attestation de régularité vis-à-vis des obligations fiscales	Tous	☐	
Deux derniers comptes de résultats clos et bilans afférents (liasses fiscales complètes) signés et approuvés par l'expert-comptable	Tous	☐	
Accord de principe de financement de l'organisme bancaire	Si recours au crédit-bail ou à un emprunt bancaire classique	☐	☐
Note relative à la viabilité économique de l'investissement Cf. annexe 1	Tous	☐	
Attestation de l'expert-comptable Cf. annexe 2	Tous	☐	
Plan de financement de l'investissement et après réalisation Cf. annexe 3	Tous	☐	
Liste des aides publiques reçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire Cf. annexe 4	Tous	☐	
Compte de résultats prévisionnels après réalisation de l'investissement Cf. annexe 5	Tous	☐	
Attestation d'engagement dans une démarche de certification (PEFC, FSC...) ou de qualité (Charte forêt Qualité...)	Tous	☐	
Éléments d'appréciation du projet relatifs aux critères de sélection Cf. annexe 6	Tous	☐	

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession Conseil Régional à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- C'est le cas notamment du feuillet spécifique à la viabilité, si ce document a été adressé pour une autre aide au cours de l'année civile de dépôt de la demande.
- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au Conseil Régional après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire | | | | |. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu [du guichet unique]. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise

☐ je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(2) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____ le _____
 Nom prénom qualité et Signature du demandeur :
 (avec cachet de l'entreprise)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DRAF-SERFOB du siège de votre entreprise.

ANNEXE 1 : NOTE RELATIVE A LA VIABILITE ECONOMIQUE DE L'INVESTISSEMENT

CHIFFRE D'AFFAIRES NET (Valeur annuelle en K€)	Rappel dernier exercice clos	Activité prévisionnelle après investissement
Vente de bois ronds		
Prestations de service en exploitation forestière		
Autres activités en production forestière (préciser)		
Autres activités hors forêt (préciser)		
TOTAL		
dont exportation		

CLIENTELE ET DEBOUCHES

Liste des principaux clients (localisation et part dans le C.A. de l'entreprise) :

QUANTITES EXPLOITEES		Rappel dernier exercice clos		Activité prévisionnelle après investissement	
		Bois d'Oeuvre (en m³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Oeuvre (en m³)	Bois d'Industrie (Unité :)
Volumes achetés	par l'entreprise sur pied				
	par l'entreprise bord de route				
Volumes façonnés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes débardés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes commercialisés	vendus				
	dont exportés				

INFORMATIONSECONOMIQUES			Bois d'Oeuvre (en m³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Oeuvre (en m³)	Bois d'Industrie (Unité :)
Prestation de services	Prix moyen de prestation	abattage				
		débardage				
		transport				
Négoce Commerce	Prix moyen d'achat	sur pied				
		bord de route				
	Prix moyen de vente	bord de route				

CARACTERISTIQUES DES COUPES :

(préciser les conditions moyennes des coupes exploitées au cours de l'année précédente, les principales essences, les conditions topographiques, etc.).

ANNEXE 2 : ATTESTATION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

(à remplir par l'expert-comptable)

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise _____ pour l'exercice du _____ au _____, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts-comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints qui comportent _____page(s) se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan : _____ €

Chiffre d'affaires : _____ €

Résultat net comptable : _____ €

Fait à

Le

Signature et cachet de l'expert-comptable

ANNEXE 3 : PLAN DE FINANCEMENT COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT

Valeurs en milliers de €.			Année 1 20 ..	Année 2 20 ..	Année 3 20 ..	TOTAL
BESOINS						
1	Total programme soumis hors taxes (pour mémoire)					
Dont	1.1. Crédit-bail et autres investissements passés en charge d'exploitation					
	1.2. Investissements immobilisés					
2	Autres investissements hors taxes					
3 (1)	Reconstitution du fonds de roulement					
	Augmentation du besoin en fonds de roulement					
4	Remboursements de crédits	anciens				
		nouveaux				
5	Divers (prélèvement de l'exploitant, etc.)					
A : 1.1. à 5	TOTAL DES BESOINS					
RESSOURCES						
1	Augmentation du capital					
2	Apports en comptes courants					
3	Cession d'actifs					
4	Prélèvement sur fonds de roulement					
5	Marge brute d'autofinancement					
6	Crédit-bail et autres dépenses passées en charges					
7	Subventions d'équipement (à préciser) - _____ - _____ - _____					
8	Emprunts (préciser) - Banque : _____ prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans - Banque : _____ prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans					
B : 1 à 8	TOTAL DES RESSOURCES					
B – A	SOLDE ANNUEL					
	Solde cumulé					
(1) dans le cas d'un prélèvement important de l'activité ou d'une création d'entreprise joindre une estimation du besoin en fonds de roulement						

ANNEXE 4 : ATTESTATION DE PERCEPTION DES AIDES PUBLIQUES

Pour compléter ce formulaire se référer à l'annexe 2 de l'AAP 2022-2023 - Déclaration des aides de minimis

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
---	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
Dates de démarrage et clôture de l'exercice fiscal		

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Cocher la case correspondant à votre situation :

☐ **Je déclare** avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* entreprise reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

☐ **Je m'engage** à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

☐ **J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu** d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

ou

☐ **J'atteste sur l'honneur avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu**, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux des pages suivantes du formulaire.**

Je, soussigné (nom prénom et qualité), (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

- Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides *de minimis* entreprise, des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a reçu des aides de minimis « agricole » (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 avril 2013 et n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 dit « règlements *de minimis agricole* ») :

J'atteste sur l'honneur :

- D) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » agricole** (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole		Total (D) =	€

- Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au titre desquelles elle a reçu des aides de minimis « pêche » (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- E) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche		Total (E) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)]	€
---	------------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d'« entreprise unique » est définie dans l'annexe 2 de l'AAP. Il convient d'inscrire également dans ces tableaux les aides de minimis considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir annexe 2 de l'AAP).

- **S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général (SIEG)** au titre duquel elle a reçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 dit « règlement de minimis SIEG ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **F) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides reçues et/ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E) et SIEG (F)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)]	€
---	----------------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Cocher la case correspondant à votre situation :

☐ **Je déclare** avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

☐ **Je m'engage** à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

Je, soussigné (nom prénom et qualité), (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

ANNEXE 5 : COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

Valeurs en milliers de €.			Dernier exercice clos		Prévisionnel année 1 ou année en cours		Prévisionnel année 2		Prévisionnel année 3	
			20 ..	%	20 ..	%	20 ..	%	20 ..	%
CHIFFRE D'AFFAIRES NET			A							
dont exportation										
± Variation stockée			1							
Production immobilisée			2							
Achats de marchandises			3							
± Variation stock de marchandises			4							
Achats de matière première			5							
± Variation stock de matière première			6							
MARGE BRUTE (A+1+2-3-4-5-6)			B							
Autres achats et charges externes TOTAL			7							
dont	Energie		7.1							
	sous-traitance		7.2							
	Assurances		7.3							
	loyers sur immeubles		7.4							
	loyers sur crédit-bail mobilier		7.5							
	Entretien		7.6							
	Autres		7.7							
VALEUR AJOUTEE (B-7)			C							
Subventions d'exploitation			8							
Charges de personnel (salaires + charges sociales)			9							
Impôts, taxes et versements assimilés			10							
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (C+8-9-10)			D							
Autres produits de gestion courante			11							
Autres charges de gestion courante			12							
Dotation aux amortissements			13							
Dotation aux provisions			14							
RESULTAT D'EXPLOITATION (D+11-12-13-14)			E							
Charges financières TOTAL			15							
dont	sur dettes à court terme		15.1							
	sur long et moyen terme anciens		15.2							
	sur long et moyen terme nouveaux		15.3							
Produits financiers			16							
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (E-15+16)			F							
± Plus ou moins values sur cessions d'actifs			17							
Profits sur réintégration subvention d'équipement			18							
± Autres produits-charges exceptionnels			19							
Participation des salariés			20							
Impôts sur les bénéfices			21							
RESULTAT DE L'EXERCICE (F+17+18+19-20-21)			G							
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT			H							
Distribution au titre de l'exercice										
Appointements des dirigeants non salariés										
Effectifs			I							

ANNEXE 6 ELEMENTS D'APPRECIATION DU PROJET RELATIFS AUX CRITERES DE SELECTION

Votre projet prévoit-il une augmentation de l'excédent brut d'exploitation ou de la valeur ajoutée de plus de 3% entre n-1 et n+2a ? EBE n-1 _____ EBE n+2 _____ Variation constatée _____ VA n-1 _____ VA n+2 _____ Variation constatée _____	0	10
Le projet porte-t-il sur la mécanisation de l'abattage de feuillus ? ☐ oui ☐ non	0	10
Le projet permet-il de diversifier l'activité de l'entreprise ? ☐ oui ☐ non Activités avant le projet : _____ Nouvelle(s) activité après le projet : _____	0	10
Le projet permet-il de créer un emploi à temps complet de type CDI ? ☐ oui ☐ non ETP CDI avant le projet : _____ ETP CDI après projet : _____	0	10
Le ou les matériels inclus dans le projet sont-ils équipés d'une cabine sur correcteur d'assiette ou coussin d'air ? ☐ oui ☐ non	0	10
Le ou les matériels inclus dans le projet sont-ils équipés : - Pour les porteurs de 10 à 15 T de charge utile : de pneus d'une largeur supérieure ou égale à 700 mm ☐ oui ☐ non - Pour les porteurs de charge utile inférieure de pneus d'une largeur de 600 mm ☐ oui ☐ non, - Pour les débusqueurs d'un poids à vide de 13 tonnes ou plus, de pneus d'une largeur supérieure ou égale à 700 mm ☐ oui ☐ non, - Pour les abatteuses d'un poids total à vide supérieur ou égal à 17 tonnes équipement de 8 roues motrices ☐ oui ☐ non, - Pour les abatteuses d'un poids total inférieur à 17 tonnes de pneus d'une largeur supérieure ou égale à 700 mm ☐ oui ☐ non, - de chenilles ☐ oui ☐ non,	0	10
Le programme porte-t-il en tout ou partie sur l'acquisition d'un matériel à faible impact (Câble mat, engin de débardage avec grue, ébrancheurs mobile sur place de dépôt en lien avec une activité de débardage par câble mat.) ☐ oui ☐ non,	0	10
Le porteur de projet est-il en mesure de justifier, pour lui ou son conducteur d'engin, du suivi d'une formation initiale ou continue de moins de 10 ans en matière de protection des sols et de l'eau (joindre justificatif) ☐ oui ☐ non,	0	10
Le porteur de projet s'engage à ne pas solliciter de certificats phytosanitaires ☐ oui ☐ non,	0	10
Total		